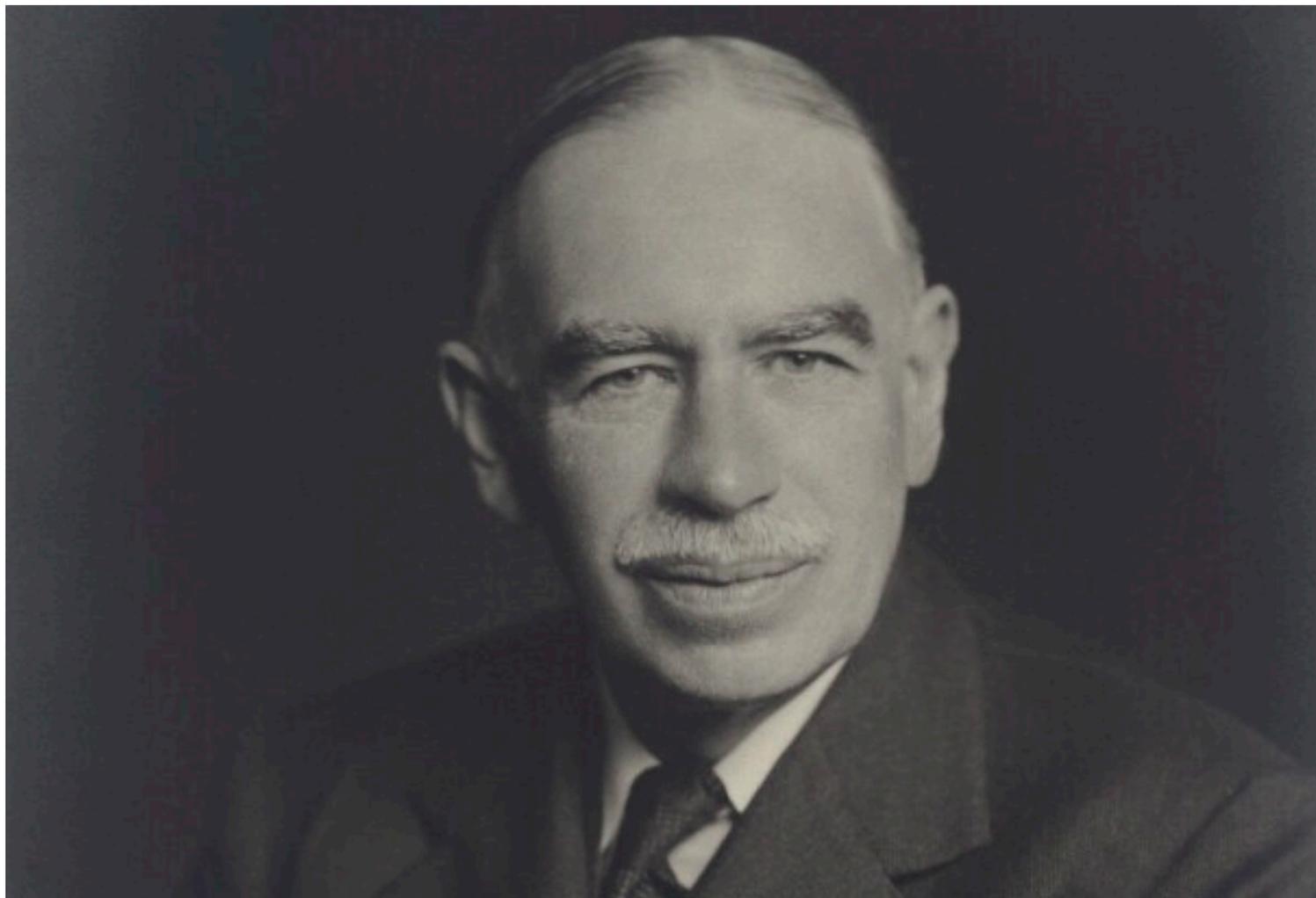
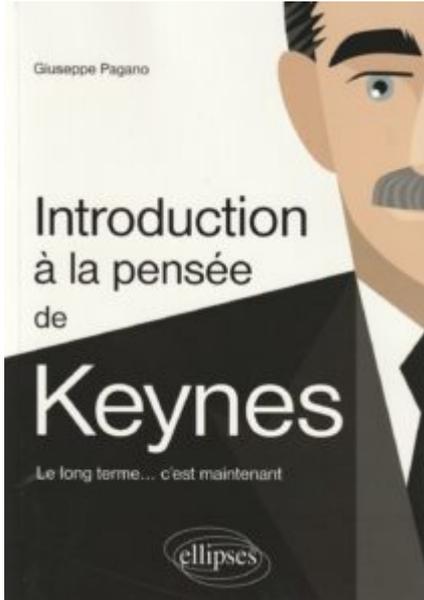


S'INSPIRER DE KEYNES POUR UNE EUROPE EFFICACE

Publié le 3 mai 2019



par Raphaël Duboisdenghien



Le Pr Giuseppe Pagano prolonge ses cours et ses conférences à la [Faculté Warocqué d'Économie et de Gestion](#) de l'Université de Mons par une «[Introduction à la pensée de Keynes](#)» aux éditions Ellipse. Pour nourrir une réflexion grand public sur les théories de l'économiste britannique décédé en 1946.

Un atout pour convaincre les Européens

Selon Giuseppe Pagano, coordonnateur du groupe d'experts à l'origine du «[Plan Marshall 2022](#)» adopté par le Gouvernement wallon, l'Union européenne (EU) pourrait s'inspirer utilement de la pensée de Keynes.

«Il ne faut surtout pas prendre à la légère cette proposition», souligne François Morin, professeur émérite à l'Université de Toulouse-Capitole (France). «Elle résulte d'un engagement d'un homme qui a consacré une grande partie de sa vie intellectuelle à la pensée et à l'action de Keynes.»

"Introduction à la pensée de Keynes" par Pagano

Giuseppe. Editions Ellipses - VP 25€

John Maynard Keynes considère que le chômage est un immense gaspillage de ressources et de talents. Un facteur essentiel de pauvreté et d'inégalité.

«C'est le constat d'un chômage anormalement élevé et persistant dans les années 1920 et 1930, en Angleterre comme aux États-Unis, qui amena Keynes à remettre en cause les analyses économiques qui prévalaient à l'époque. Et selon lesquelles les marchés s'ajustaient rapidement et parfaitement par la variation des prix et des salaires, et donc revenaient spontanément à l'équilibre», explique le Pr Pagano. «Keynes se mit alors à la recherche d'une théorie économique radicalement différente, en ce sens qu'il la voulait plus proche de la réalité, donc plus utile et plus convaincante. Elle aboutit, dans la Théorie générale, à une vision nouvelle et cohérente du fonctionnement de l'économie. Et créa presque ex nihilo une nouvelle branche de cette discipline qu'on appellera macroéconomie.»

Les pouvoirs publics doivent intervenir

En Angleterre, à partir de l'automne 1934, les cours donnés par Keynes à l'University of Cambridge se basent sur les épreuves de sa «Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie». Le livre paraît en 1936.

«La Théorie générale renverse l'analyse économique traditionnelle. Keynes cesse de penser que, par hypothèse, tout problème se résout spontanément et sans intervention des pouvoirs publics. Il positionne l'économie non pas seulement comme la science qui cherche à économiser les ressources rares. Mais aussi comme la science qui essaie d'utiliser entièrement, au profit du bien-être général, le matériel, les infrastructures, les hommes, les femmes, les compétences, les bonnes volontés et l'intelligence devenus malencontreusement oisifs et improductifs.»

Selon Keynes, la crise provient d'un investissement trop faible par rapport à l'épargne. Pour augmenter l'investissement et l'amener au plein-emploi, l'État peut utiliser une politique de travaux publics et augmenter son propre investissement. Une part croissante du revenu des ménages est épargnée s'il dépasse ce qui est nécessaire pour couvrir les besoins primaires. L'épargne crée l'investissement par le jeu régulateur du taux d'intérêt. L'économiste combat l'idée que la flexibilité des salaires garantit automatiquement, ou rapidement, un retour vers le plein-emploi.

Régler les problèmes nuisibles au bien-être

Keynes est connu pour son attachement aux faits et aux chiffres... «Il aurait été peu disposé à tenir

pour normale, par exemple, la situation où, dans l'UE, le chômage touche 18,8 millions de personnes», pense Giuseppe Pagano.

Où les dirigeants européens pourraient-ils chercher cette inspiration plus keynésienne? «Celle-ci pourrait utilement être puisée dans les 5 grandes lignes directrices qui traversent les écrits de Keynes», assure le docteur en Sciences économiques appliquées. «Le sens de la réalité, avant toute chose. L'attention pour le temps et donc le rejet du longtermisme de l'inaction. La recherche de l'efficacité. La nécessité de l'action. Et le principe de proportionnalité qui doit inciter à considérer, d'abord, les problèmes les plus nuisibles pour le bien-être des citoyens».

«En matière budgétaire, la norme de 3%, qui constitue la limite actuelle du déficit, devrait être remplacée par un équilibre courant strict, en dehors des périodes de récession ou de croissance anormalement faible. Et la possibilité pour les États de financer leurs investissements par l'emprunt.»